

Alors mes amis, si le «non» l'emportait, nous devrions retourner immédiatement à la table de négociation. Nous devrions réouvrir le débat constitutionnel dès le 26 octobre, en comptant sur des chances encore plus minces d'en venir à un compromis honorable. Nous devrions nous poser la question suivante: «pourquoi courir ce risque?». Pourquoi voulons-nous continuer ces discussions constitutionnelles qui durent déjà depuis des années.

Si j'avais été dans cette pièce il y a deux ou trois mois, et que je vous avais demandé ce que nous devrions faire de ces débats constitutionnels, vous auriez probablement tous répondu: «finissons-en au plus vite, occupons-nous des questions économiques, occupons-nous des problèmes qui touchent notre vie quotidienne». Tourner la page sur le débat constitutionnel permettra au pays de s'attaquer de front aux priorités économiques et sociales.

Quel sera le prix d'un «non» en énergies perdues? Quel sera le prix d'un «non» en avenir compromis? Quel sera le prix d'un «non» en priorités économiques remises à plus tard?

Le bon sens nous dit qu'il y aura des conséquences économiques négatives qui découleront d'un «non». Le bon sens nous dit que les tenants du non rêvent s'ils croient qu'un NON n'aura aucune répercussion négative sur l'économie du Québec et celle du Canada. Peu important leurs objectifs à long terme ou leurs motivations personnelles; nous ne pouvons les laisser se faire croire, ou faire croire à d'autres Canadiens et Canadiennes, qu'un vote négatif peut produire autre chose que des conséquences négatives.

Le bon sens nous dit aussi qu'il y a quelque chose qui cloche avec un groupe comme les tenants du «non», qui vous disent volontiers ce contre quoi ils s'opposent, mais qui se taisent complètement lorsque vient le temps d'expliquer leur alternative.

La critique à elle seule ne sert à rien. Les Canadiens et Canadiennes au Québec et ailleurs ont le droit de savoir en détails ce que M. Parizeau, M. Bouchard, M. Manning et les autres tenants du «non» feraient pour régler de façon concrète le problème constitutionnel.

J'aimerais aussi prendre quelques minutes pour regarder la question d'un autre angle. Le major-général Lewis Mackenzie, qui a dirigé nos forces de paix en Yougoslavie jusqu'en juillet dernier, disait récemment dans un discours à Toronto, qu'il aurait aimé, avant que nous nous prononcions sur la question référendaire, faire passer six heures à tous les Canadiens et

Canadiennes dans les rues de Sarajevo, afin de nous faire comprendre notre chance d'être Canadiens.